

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 1651

[C — 2007/03183]

7 FEVRIER 2007. — Arrêté royal relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de présenter à Votre signature résulte des modifications apportées par la loi du 1^{er} mai 2006 à la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales.

Ces modifications ont pour but de permettre à la Banque Nationale de Belgique — qui a la responsabilité d'établir la balance des paiements et les statistiques connexes et de collecter les données utiles à cette fin — de mettre en œuvre un nouveau système de collecte faisant notamment appel à des méthodes d'échantillonnage statistique en remplacement de l'actuel système de collecte basé sur un recensement de toutes les opérations avec l'étranger réalisées par les résidents de la Belgique, principalement auprès des établissements de crédit.

Cette approche a pour résultats, d'une part, une importante réduction de la charge administrative globale constituée par la collecte des données auprès des entreprises ou des personnes physiques exerçant un commerce ou une profession libérale et, d'autre part, la suppression de cette collecte pour ce qui concerne les personnes physiques agissant à titre privé.

En regard de la finalité de la collecte, à savoir l'élaboration de statistiques macro-économiques fiables, un recensement exhaustif, qui engendrait un travail administratif non négligeable, tant pour les agents économiques que pour les établissements de crédit qui servaient d'intermédiaires dans la collecte des données relatives aux paiements avec l'étranger, ne se justifiait plus.

Le présent projet d'arrêté royal énonce les dispositions nécessaires pour l'application de la nouvelle législation. Comme il est destiné à se substituer à l'arrêté royal du 19 mars 2002 relatif à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique, il en reprend quasiment toutes les dispositions pour lesquelles la législation de base n'a pas été modifiée.

C'est uniquement pour des raisons de lisibilité du texte, dans le but d'informer le plus clairement possible les résidents de leurs obligations statistiques qu'un nouvel arrêté comprenant toutes les dispositions d'application de la législation modifiée est présenté à Votre signature et non pas un arrêté venant modifier l'arrêté royal du 19 mars 2002 précité.

Les nouveautés par rapport à l'arrêté royal de 2002 ont trait principalement :

- à l'introduction de la référence explicite aux statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers que la Banque Nationale de Belgique a également pour mission d'établir;

- à la substitution du recensement des paiements avec l'étranger par celui des opérations avec l'étranger;

- à la suppression de l'intermédiation du secteur bancaire dans la collecte des informations;

FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN

N. 2007 — 1651

[C — 2007/03183]

7 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, volgt uit de wijzigingen die door de wet van 1 mei 2006 werden aangebracht aan de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen.

Het doel van deze wijzigingen is de Nationale Bank van België – die verantwoordelijk is voor het opstellen van de betalingsbalans en de verwante statistieken en voor het verzamelen van daartoe nuttige gegevens – in staat te stellen om een nieuw systeem van verzamelen aan te wenden, dat meer bepaald een beroep doet op methodes van statistische steekproeven ter vervanging van het huidige systeem van verzamelen dat gestoeld is op een inventarising, hoofdzakelijk via de kredietinstellingen, van alle buitenlandse transacties uitgevoerd door de ingezeten van België.

Deze aanpak leidt enerzijds tot een grote vermindering van de administratieve last die deze verzameling van gegevens met zich meebrengt voor de ondernemingen en voor de natuurlijke personen die een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen. Anderzijds leidt deze aanpak ertoe dat deze verzameling van gegevens wordt opgeheven voor natuurlijke personen die privé handelen.

Vergeleken met de finaliteit van de verzameling, namelijk het opmaken van betrouwbare macro-economische statistieken, is een exhaustive inventarising, die een niet te verwaarlozen administratief werk met zich meebrengt, zowel voor de economische actoren als voor de kredietinstellingen die als tussenpersonen optreden bij de verzameling van de gegevens betreffende het buitenlands betalingsverkeer, niet langer meer te verantwoorden.

Dit ontwerp van koninklijk besluit formuleert de nodige bepalingen voor de toepassing van de nieuwe wetgeving. Aangezien dit ontwerp bedoeld is ter vervanging van het koninklijk besluit van 19 maart 2002 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België, neemt het er vrijwel alle bepalingen van over waarvoor de basiswetgeving niet gewijzigd is.

Er wordt U geen besluit tot wijziging van het genoemde koninklijk besluit van 19 maart 2002 ter ondertekening voorgelegd maar wel een nieuw besluit met alle toepassingsbepalingen van de gewijzigde wetgeving. Dat is uitsluitend gedaan om de leesbaarheid van de tekst te bevorderen en om de ingezeten zo duidelijk mogelijk te informeren over hun statistische verplichtingen.

De nieuwe elementen in vergelijking met het koninklijk besluit van 2002 hebben hoofdzakelijk betrekking op :

- de invoering van een expliciete verwijzing naar de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen die de Nationale Bank van België eveneens dient op te stellen;

- de vervanging van de inventarising van het buitenlandse betalingsverkeer door de inventarising van de buitenlandse transacties;

- het opheffen van de bemiddeling van de banksector bij de verzameling van de informatie;

— à l'utilisation de méthodes d'échantillonnage statistique lors de la collecte des informations relatives aux opérations avec l'étranger et aux créances et dettes commerciales vis-à-vis de non-résidents;

— à l'extension de la portée des informations collectées par la Banque Nationale de Belgique aux avoirs des personnes morales résidentes constitués par des valeurs mobilières émises par des résidents ainsi qu'à leurs engagements envers d'autres résidents relatifs à des valeurs mobilières.

Le présent projet d'arrêté royal décrit ainsi les obligations qui incombent aux résidents de la Belgique en application de l'article 3 de la loi du 28 février 2002.

Il précise, conformément au § 3 de cet article 3, les catégories d'informations que la Banque Nationale de Belgique est autorisée à demander aux résidents.

Conformément au § 4 de ce même article, et dans les limites prévues par le présent projet d'arrêté royal, la Banque Nationale de Belgique sera autorisée, comme en 2002, à prendre des règlements décrivant de manière plus détaillée les règles de communication des informations.

En vertu de cette même disposition légale, ces règlements seront soumis à l'approbation du Ministre des Finances et publiés au *Moniteur belge*.

La technicité de la matière d'une part, et la nécessité de bénéficier d'une flexibilité suffisante dans la mise en œuvre d'autre part, justifient le maintien de cette approche.

Commentaire des articles

Comme dans l'arrêté royal de 2002, l'article 1^{er} qui constitue le chapitre 1^{er} énonce toutes les définitions nécessaires.

Les articles 2 et 3, repris dans le chapitre II intitulé "Obligations statistiques des résidents relatives à leurs opérations avec l'étranger", ne visent désormais plus que les seules opérations à caractère professionnel avec l'étranger, c'est-à-dire celles réalisées par des personnes morales ou par des personnes physiques résidentes dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale.

Les personnes physiques agissant à titre privé ne devront donc plus notifier leurs opérations avec l'étranger.

L'article 2 énonce les informations dont les personnes morales ou les personnes physiques dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale sont redevables à la Banque Nationale de Belgique pour leurs opérations avec l'étranger.

Par rapport à ce qui était prévu dans l'arrêté royal de 2002, les informations à communiquer à la Banque Nationale de Belgique devront toujours lui être directement adressées par les résidents concernés et ne seront plus collectées via le secteur bancaire, déchargé de son rôle d'intermédiaire dans ce domaine.

L'article 3 permet à la Banque Nationale de Belgique de cibler ses enquêtes par catégories de résidents qu'elle définit. Elle pourra de la sorte procéder à des enquêtes spécifiquement adaptées aux activités avec l'étranger de chaque secteur économique.

En outre, au sein d'une même catégorie de résidents, il lui sera possible de ne pas interroger tous les résidents en prévoyant des conditions de seuil ou en procédant à un échantillonnage.

Lorsqu'il sera fait application de méthodes d'échantillonnage statistique, l'obligation de répondre aux enquêtes ne concerne qu'une fraction des résidents d'une même catégorie. Aussi, il conviendra que les résidents ayant déclarer leurs opérations avec l'étranger en soient informés à l'avance; un délai de trois mois avant le début de l'année pour laquelle ils auront à notifier leurs opérations avec l'étranger a été prévu.

Les articles 4 à 9, repris dans le chapitre III intitulé "Obligations statistiques spécifiques de certaines catégories de résidents relatives à des opérations avec l'étranger à la réalisation desquelles ils prêtent leur concours", traitent des trois situations dans lesquelles des informations relatives à des opérations avec l'étranger sont collectées non pas auprès des résidents les ayant réalisées mais auprès de tiers.

L'article 4 décrit les seules informations qui pourront encore être demandées aux établissements de crédit concernant les paiements avec l'étranger de leurs clients résidents pour autant qu'il s'agisse de personnes morales ou de personnes physiques résidentes dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale. Ces informations portent sur l'identité de chaque client et sur le nombre, d'une part, de paiements reçus de l'étranger et, d'autre part, de paiements effectués vers l'étranger.

— het gebruik van methodes van statistische steekproeven bij de verzameling van informatie betreffende buitenlandse transacties en de handelsvorderingen en handelsschulden tegenover niet-ingezetenen;

— de uitbreiding van de draagwijdte van de door de Nationale Bank van België verzamelde informatie met de tegoeden van ingezeten rechtspersonen onder de vorm van roerende waarden uitgegeven door ingezetenen, en aangaande hun verbintenissen ten opzichte van andere ingezetenen met betrekking tot deze roerende waarden.

Zo beschrijft dit ontwerp van koninklijk besluit de verplichtingen die op de ingezetenen van België rusten in toepassing van artikel 3 van de wet van 28 februari 2002.

Overeenkomstig § 3 van dit artikel 3 legt dit ontwerp van koninklijk besluit de categorieën informatie vast die de Nationale Bank van België aan de ingezetenen mag vragen.

Overeenkomstig § 4 van ditzelfde artikel, en binnen de grenzen bepaald in dit ontwerp van koninklijk besluit, is het de Nationale Bank van België toegestaan om, net zoals in 2002, reglementen op te stellen die op meer gedetailleerde wijze de regels inzake de mededeling van de informatie beschrijven.

Krachtens deze zelfde bepaling van voornoemde wet, worden deze reglementen aan de goedkeuring van de Minister van Financiën voorgelegd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De technische aard van deze materie enerzijds, en de noodzaak om voldoende flexibel te kunnen optreden anderzijds, verantwoorden deze aanpak.

Artikelsgewijze besprekking

Net zoals in het koninklijk besluit van 2002 omschrijft artikel 1, dat hoofdstuk I vormt, alle nodige definities.

Artikelen 2 en 3, opgenomen in hoofdstuk II met als titel "Statistische verplichtingen van de ingezetenen betreffende hun buitenlandse transacties", behandelen voortaan uitsluitend de professionele buitenlandse transacties, d.w.z. transacties uitgevoerd door rechtspersonen of natuurlijke personen die ingezetenen zijn bij de uitvoering van een handelsactiviteit of een vrij beroep.

Natuurlijke personen die privé handelen, hoeven hun buitenlandse transacties dus niet langer meer bekend te maken.

Artikel 2 vermeldt de informatie die de rechtspersonen of de natuurlijke personen tijdens de uitoefening van een handelsactiviteit of een vrij beroep moeten meedelen aan de Nationale Bank van België voor hun buitenlandse transacties.

In vergelijking met wat in het koninklijk besluit van 2002 bepaald was, moet de mee te delen informatie door de betrokken ingezetenen altijd rechtstreeks aan de Nationale Bank van België worden gericht en wordt deze niet langer verzameld via de banksector die ontslagen wordt van zijn bemiddelende rol op dit vlak.

Met artikel 3 kan de Nationale Bank van België haar onderzoeken richten op de categorieën van residenten die zij bepaalt. Zo kan zij specifieke onderzoeken instellen aangaande de buitenlandse activiteiten van elke economische sector.

Bovendien zal het mogelijk zijn om binnen eenzelfde categorie van ingezetenen slechts een gedeelte van de ingezetenen te ondervragen door drempelwaarden vast te leggen of een steekproef te nemen.

Wanneer er statistische steekproefmethodes worden gehanteerd, dan zal de verplichting om de vragenlijsten te beantwoorden slechts betrekking hebben op een gedeelte van de ingezetenen van eenzelfde categorie. Ook worden de ingezetenen die hun buitenlandse transacties moeten aangeven daarvan vooraf op de hoogte gebracht; daartoe is voorzien in een termijn van drie maanden vóór de aanvang van het jaar waarvoor ze hun buitenlandse transacties dienen bekend te maken.

Artikelen 4 tot 9, opgenomen in hoofdstuk III met als titel "Specifieke statistische verplichtingen van bepaalde categorieën ingezetenen betreffende buitenlandse transacties waarvoor ze hun medewerking aan de verwezenlijking ervan verlenen", behandelen drie situaties waarin informatie over buitenlandse transacties niet wordt verzameld bij de ingezetenen die ze hebben verwezenlijkt, maar bij derden.

Artikel 4 beschrijft de enige informatie die nog bij de kredietinstellingen kan worden opgevraagd betreffende buitenlandse betalingen van hun ingezetenen cliënten in zover deze rechtspersonen zijn of ingezeten natuurlijke personen die een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen. Deze informatie betreft de identiteit van elke cliënt, het aantal uit het buitenland ontvangen betalingen, en het aantal naar het buitenland verrichte betalingen.

Une nouveauté par rapport à 2002 est la collecte d'informations auprès des sociétés émettrices de cartes de paiement ou gestionnaires d'un système de paiements par cartes; elle fait l'objet de l'article 6.

Les informations à communiquer sont des données globales relatives aux montants que ces sociétés transfèrent à des non-résidents pour couvrir les dépenses réalisées à l'étranger par des titulaires de cartes de paiement émises en Belgique ou reçoivent de non-résidents consécutivement aux dépenses réalisées en Belgique par des titulaires de cartes de paiement émises à l'étranger.

L'article 8 vise les transferts de fonds avec l'étranger réalisés à titre onéreux pour compte de tiers par des résidents autres que des établissements de crédit. La possibilité de collecter des informations auprès de cette catégorie d'intermédiaires dans la réalisation de paiements avec l'étranger était déjà prévue dans l'arrêté royal de 2002 où elle faisait l'objet des articles 21 à 23.

Le chapitre IV intitulé "Obligations statistiques spécifiques pour certaines catégories d'opérations ou d'avoirs et engagements" décrit dans les articles 10 à 17 les informations, essentiellement à caractère bilançaire, qui servent avant tout à calculer la position extérieure globale de la Belgique. Les données collectées se rapportent aux créances et dettes commerciales et aux différentes formes d'investissements entre la Belgique et le reste du monde.

L'article 10 précise les informations que les résidents effectuant des opérations à caractère professionnel avec l'étranger sont tenus de communiquer en ce qui concerne leurs créances et dettes commerciales. Une nouveauté dans ce domaine est l'introduction, à l'article 11, de la possibilité pour la Banque Nationale de Belgique de recourir à des méthodes d'échantillonnage statistique. Ici aussi, il a été prévu que les résidents qui auront à notifier les informations seront informés par la Banque Nationale de Belgique au moins trois mois avant le début de l'année concernée.

Les articles 12 et 13 traitent de la collecte des informations relatives aux investissements directs des personnes morales résidentes à l'étranger ainsi qu'aux investissements directs dont elles bénéficient de la part de non-résidents. Il s'agit ici aussi de dispositions reprises de l'arrêté royal de 2002.

L'enquête que la Banque Nationale de Belgique va entreprendre chaque année concernant les "investissements entre résidents et non-résidents non apparentés hors valeurs mobilières" constitue une nouveauté; les informations qui seront demandées à ce sujet aux personnes morales résidentes font l'objet des articles 14 et 15. Sont visés les investissements autres que les investissements directs précités et autres que les investissements en valeurs mobilières qui font l'objet des articles suivants.

Les articles 16 et 17 précisent les informations que les personnes morales résidentes sont tenues de communiquer en rapport avec leurs avoirs constitués par des valeurs mobilières et leurs engagements du fait de l'émission, de la livraison ou de la conservation de valeurs mobilières.

Comme innovation par rapport aux dispositions de l'arrêté royal de 2002, on retient que la périodicité autorisée des enquêtes a été augmentée et que les informations porteront également sur les avoirs des personnes morales résidentes constitués par des valeurs mobilières émises par des résidents ainsi que sur leurs engagements relatifs à des valeurs mobilières envers d'autres résidents.

Ces enquêtes mensuelles vont permettre, grâce aux comparaisons entre les situations bilançaires successives, de dériver les flux des opérations sur valeurs mobilières avec l'étranger à intégrer dans la balance des paiements, et de faire ainsi l'économie d'un recensement permanent de ceux-ci.

Comme expliqué dans l'exposé des motifs de la loi du 1^{er} mai 2006, l'extension de la portée des informations collectées par la Banque Nationale de Belgique aux avoirs constitués par des valeurs mobilières émises par des résidents et aux engagements envers d'autres résidents relatifs à des valeurs mobilières, résulte de la méthode de calcul qui sera utilisée pour évaluer les engagements en valeurs mobilières de l'économie belge vis-à-vis de l'étranger.

Nieuw in vergelijking met 2002 is de verzameling van informatie bij maatschappijen die betaalkaarten uitgeven of die een betaalkaartensysteem beheren; daarover handelt artikel 6.

De mee te delen informatie betreft globale gegevens inzake de bedragen die deze maatschappijen aan niet-ingezetenen overschrijven ter dekking van de uitgaven in het buitenland door titularissen van betaalkaarten uitgegeven in België of in opdracht van niet-ingezetenen ontvangen ingevolge uitgaven in België door titularissen van betaalkaarten uitgegeven in het buitenland.

Artikel 8 betreft de transfers van geldmiddelen tussen België en het buitenland die tegen betaling werden uitgevoerd door ingezetenen die geen kredietinstellingen zijn. De mogelijkheid om bij deze categorie van bemiddelaars informatie te verzamelen over de uitvoering van betalingen met het buitenland was reeds opgenomen in het koninklijk besluit van 2002, met name in de artikelen 21 tot 23.

Hoofdstuk IV met als titel "Specifieke statistische verplichtingen van bepaalde categorieën transacties of tegoeden en verbintenissen" beschrijft in de artikelen 10 tot 17 de informatie – voornamelijk balansgegevens – die in de eerste plaats bedoeld is om de externe vermogenspositie van België te berekenen. De verzamelde gegevens hebben betrekking op de handelsvorderingen en handelsschulden en op de verschillende vormen van investeringen tussen België en de rest van de wereld.

Artikel 10 preciseert welke informatie de ingezetenen die verrichtingen van professionele aard met het buitenland uitvoeren dienen mee te delen voor wat betreft hun handelsvorderingen en handelsschulden. Een nieuwheid op dat vlak is de invoering, in artikel 11, van de mogelijkheid voor de Nationale Bank van België om statistische steekproefmethodes aan te wenden. Ook hier wordt bepaald dat de ingezetenen die de informatie moeten verstrekken hierover minstens drie maanden vóór het betrokken jaar door de Nationale Bank van België moeten worden ingelicht.

Artikelen 12 en 13 behandelen de verzameling van gegevens in verband met de directe investeringen in het buitenland van ingezetenen rechtspersonen en de directe investeringen die ze vanwege niet-ingezetenen genieten. Het gaat hier ook om bepalingen die reeds opgenomen waren in het koninklijk besluit van 2002.

Het onderzoek dat de Nationale Bank van België elk jaar zal uitvoeren betreffende de "investeringen tussen niet-verwante ingezetenen en niet-ingezetenen, met uitzondering van roerende waarden" is nieuw; de informatie die daaromtrent van de ingezetenen rechtspersonen zal worden gevraagd wordt in de artikelen 14 en 15 beschreven. Daarbij worden investeringen bedoeld die niet vallen onder de eerder genoemde directe investeringen of de investeringen in roerende waarden die besproken worden in de volgende artikelen.

Artikelen 16 en 17 preciseren de gegevens die ingezetenen rechtspersonen dienen mee te delen aangaande hun tegoeden onder de vorm van roerende waarden, en aangaande hun verbintenissen ten gevolge van de emissie, de levering of de bewaring van roerende waarden.

Nieuw in vergelijking met de bepalingen van het koninklijk besluit van 2002 is dat de toegestane periodiciteit van het onderzoek is opgetrokken en dat de informatie ook betrekking heeft op de tegoeden van ingezetenen rechtspersonen onder de vorm van roerende waarden uitgegeven door ingezetenen en op hun verbintenissen met betrekking tot de roerende waarden ten opzichte van andere ingezetenen.

Maandelijkse onderzoeken zullen het mogelijk maken om, door een vergelijking van de opeenvolgende balanssituaties, de transactiestromen met het buitenland in verband met roerende waarden die in de betalingsbalans opgenomen moeten worden, af te leiden waardoor het niet langer nodig is om een permanente inventarisering van deze stromen te maken.

Zoals uitgelegd in de memorie van toelichting van de wet van 1 mei 2006, volgt de verruiming van de draagwijdte van de door de Nationale Bank van België verzamelde informatie over de tegoeden in de vorm van roerende waarden uitgegeven door ingezetenen en verbintenissen in verband met roerende waarden ten opzichte van andere ingezetenen uit de berekeningswijze die ze zal gebruiken om de verbintenissen inzake roerende waarden van de Belgische economie ten opzichte van het buitenland te evalueren.

Il est en effet apparu qu'il était globalement plus aisé d'estimer par différence les engagements envers l'étranger des opérateurs institutionnels résidents traitant ou ayant émis des valeurs mobilières, c'est-à-dire en soustrayant du montant total de leurs engagements, la part de ceux-ci envers d'autres résidents.

L'article 18, qui reprend une disposition de l'arrêté royal de 2002, habilité la Banque Nationale de Belgique à se faire remettre par les résidents concernés, toute information complémentaire non précisée par ailleurs. La finalité des démarches que pourra prendre la Banque Nationale de Belgique est bien précisée : s'assurer du caractère complet et correct des informations collectées.

L'article 19 organise la procédure d'exécution d'office aux frais du contrevenant qui refuse de se soumettre à ses obligations de déclaration, conformément à l'article 7, § 3 de la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales.

Le paragraphe 1^{er} de cet article définit les conditions dans lesquelles un déclarant est défaillant à l'égard des obligations de déclaration des données prévues soit dans la loi du 28 février 2002, soit dans le présent projet d'arrêté royal, soit dans les règlements de la Banque Nationale de Belgique. Cet état de défaillance est limité au non-respect des délais de transmission prescrits ou à la transmission d'informations incorrectes.

Le paragraphe 2 organise la mise en demeure préalable, par la Banque Nationale de Belgique, du résident qui ne déclare pas ou déclare de manière erronée. Le déclarant dispose, à partir de la mise en demeure par lettre recommandée, d'un dernier délai d'un mois pour satisfaire à ses obligations. En cas de refus d'obtempérer, il est procédé à l'exécution d'office.

Le paragraphe 3 décrit en détail les différentes mesures et actions concrètes que peut comporter l'exécution d'office.

Y figurent notamment la remise ou la mise à disposition de tous les documents, comptables ou autres, nécessaires à l'établissement des relevés statistiques.

Enfin, le paragraphe 4 énumère les frais qui incombent au contrevenant.

L'article 20 comprend une disposition transitoire : pour pallier à tout éventuel retard dans la communication des données par les entreprises, dont la plupart d'entre-elles auront pour la première fois à notifier directement leurs opérations avec l'étranger à la Banque Nationale de Belgique, il a été jugé souhaitable de toujours disposer, pendant la première année du nouveau système de collecte, des données relatives aux paiements avec l'étranger collectées via le secteur bancaire.

Quant à l'article 21, il vient abroger l'arrêté royal du 19 mars 2002 relatif à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique dont la plupart des dispositions se retrouvent dans le présent projet d'arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Het is immers gebleken dat het over het algemeen eenvoudiger is de verbintenissen tegenover het buitenland van de ingezeten institutionele operatoren die effecten uitgeven of erin handelen, te ramen aan de hand van het verschil, d.w.z. door van het totale bedrag van hun verbintenissen het deel in mindering te brengen dat aangegaan werd tegenover andere ingezeten.

Artikel 18, dat een bepaling van het koninklijk besluit van 2002 herhaalt, geeft de Nationale Bank van België de bevoegdheid om van de betrokken ingezeten elke aanvullende informatie te vorderen die elders niet werd gepreciseerd. De finaliteit van de stappen die de Nationale Bank van België daarbij mag nemen is duidelijk afgabakend : zij mag dit alleen doen om zich te verzekeren van de juistheid en volledigheid van de ingezamelde gegevens.

Artikel 19 regelt de procedure van uitvoering van ambtswege op kosten van de overtreder die weigert aan zijn meldingsplicht te voldoen, overeenkomstig artikel 7, § 3 van de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen.

Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt de omstandigheden waarin een gegevensverstrekker in gebreke blijft ten opzichte van de mededelingsplicht omschreven hetzij in de wet van 28 februari 2002, hetzij in dit ontwerp van koninklijk besluit, hetzij in de reglementen van de Nationale Bank van België. Deze toestand van in gebreke blijven is beperkt tot het niet naleven van de voorgeschreven mededelingstermijnen, of het verstrekken van foutieve informatie.

Paragraaf 2 regelt het voorafgaandelijk in gebreke stellen, door de Nationale Bank van België, van de ingezetene die geen aangifte doet of foutieve informatie verstrekkt. Na de aangetekende ingebrekestelling beschikt de gegevensverstrekker over een laatste termijn van één maand om alsnog aan zijn verplichtingen te voldoen. Bij weigering hieraan gevuld te geven, wordt tot de uitvoering van ambtswege overgegaan.

Paragraaf 3 beschrijft in detail de verschillende concrete maatregelen en handelingen die de uitvoering van ambtswege kan bevatten.

Daaronder valt onder meer het zich laten verstrekken of ter beschikking stellen van alle boekhoudkundige of andersoortige documenten die nodig zijn voor het opstellen van de statistische staten.

Ten slotte somt paragraaf 4 de kosten op die ten laste van de overtreder vallen.

Artikel 20 bevat een overgangsbepaling : om eventuele vertragingen te ondervangen in de gegevenscommunicatie met de ondernemingen, waarvan het merendeel voor het eerst hun buitenlandse transacties rechtstreeks aan de Nationale Bank van België moet meedelen, werd het wenselijk geacht om, gedurende het eerste jaar van het nieuwe verzamelsysteem, nog altijd te kunnen beschikken over gegevens betreffende de betalingen met het buitenland die via de banksector worden verzameld.

Artikel 21 bepaalt dat het koninklijk besluit van 19 maart 2002 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België en waarvan de meeste bepalingen in dit ontwerp van koninklijk besluit zijn opgenomen, wordt opgeheven.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

7 FEVRIER 2007. — Arrêté royal relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, § 3 et § 4, modifiés par la loi du 1^{er} mai 2006, et l'article 7, § 3;

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2002 relatif à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique;

Vu l'avis de la Banque Centrale Européenne, donné le 29 mai 2006;

Vu l'avis n° 41.197/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— « loi du 28 février 2002 » : la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissement direct étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales;

— « résident » :

1^o toute personne physique qui a sa résidence principale en Belgique, y compris les fonctionnaires d'une organisation de droit international ou européen établie en Belgique. Toute personne qui est inscrite aux registres de la population d'une commune est réputée y avoir sa résidence principale;

2^o toute personne physique de nationalité belge qui remplit une mission dans une représentation diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, de même que les membres de sa famille qui composent son ménage et qui l'accompagnent;

3^o toute personne morale de droit public belge et tous ses services en Belgique, ainsi que les représentations diplomatiques et consulaires belges à l'étranger;

4^o toute personne morale de droit privé belge, pour les activités de son siège social, de ses succursales et sièges d'exploitation établis en Belgique;

5^o toute personne morale de droit étranger, pour les activités de ses succursales et sièges d'exploitation établis en Belgique;

6^o toute personne physique qui, tout en ayant sa résidence principale à l'étranger ou en n'étant pas inscrite aux registres de la population d'une commune belge, exploite de manière durable une entreprise en Belgique, et ce pour les activités de cette entreprise;

— « non-résident » :

1^o toute personne physique ou morale qui ne peut pas être considérée comme un résident;

2^o toute personne physique de nationalité étrangère qui occupe un poste dans une représentation diplomatique ou consulaire de son pays établie en Belgique, de même que les membres de sa famille qui composent son ménage et qui l'accompagnent;

3^o les organisations de droit international ou européen établies en Belgique;

7 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen, inzonderheid op artikel 3, § 1, tweede lid, § 3 en § 4, gewijzigd bij de wet van 1 mei 2006, en op artikel 7, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2002 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België

Gelet op het advies van de Europese Centrale Bank, gegeven op 29 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 41.197/2/V van de Raad van State, gegeven op 6 september 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

— « wet van 28 februari 2002 » : de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen;

— « ingezetene » :

1^o elke natuurlijke persoon die zijn hoofdverblijfplaats in België heeft, hierbij inbegrepen de ambtenaren van een organisatie naar internationaal of Europees recht, gevestigd in België. Elke persoon die in de bevolkingsregisters van een gemeente ingeschreven is, wordt geacht daar zijn hoofdverblijfplaats te hebben;

2^o elke natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit die in een Belgische diplomatische of consulaire vertegenwoordiging in het buitenland een zending vervult, alsook de familieleden die deel uitmaken van zijn gezin en die hem vergezellen;

3^o elke rechtspersoon naar Belgisch publiekrecht en alle diensten daarvan in België, alsook de Belgische diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen in het buitenland;

4^o elke rechtspersoon naar Belgisch privaatrecht, voor de activiteiten van zijn maatschappelijke zetel, van zijn bijkantoren en bedrijfszetels gevestigd in België;

5^o elke rechtspersoon naar buitenlands recht, voor de activiteiten van zijn bijkantoren en bedrijfszetels gevestigd in België;

6^o elke natuurlijke persoon die, ofschoon hij zijn hoofdverblijfplaats in het buitenland heeft of niet in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven, op duurzame wijze een onderneming uitbaat in België, en dat voor de activiteiten van die onderneming;

— « niet-ingezetene » :

1^o elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die niet als een ingezetene mag beschouwd worden;

2^o elke natuurlijke persoon van buitenlandse nationaliteit die een betrekking uitoefent in een diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van zijn land die gevestigd is in België, alsook de familieleden die deel uitmaken van zijn gezin en die hem vergezellen;

3^o de organisaties naar internationaal of Europees recht die gevestigd zijn in België;

4° les représentations diplomatiques et consulaires établies en Belgique;

— « établissement de crédit résident » :

1° tout établissement de crédit établi en Belgique au sens de l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 sur le statut et le contrôle des établissements de crédit, qui est une institution financière monétaire en application de l'article 2.1 du règlement BCE/2001/13 du 22 novembre 2001 concernant le bilan consolidé du secteur des institutions financières monétaires;

2° la Banque Nationale de Belgique;

3° les services financiers de « La Poste »;

— « opération avec l'étranger » :

1° tout fait qui crée ou éteint, en tout ou en partie, des créances ou des dettes entre un résident et un non-résident;

2° tout fait qui occasionne le transfert d'un droit réel entre un résident et un non-résident;

— « opération à caractère professionnel avec l'étranger » :

1° toute opération avec l'étranger de personnes physiques résidentes dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale;

2° toute opération avec l'étranger de personnes morales résidentes;

— « nature de l'opération avec l'étranger » : la nature économique d'une opération avec l'étranger, selon les catégories définies par règlement de la Banque Nationale de Belgique;

— « pays de la contrepartie non résidente » :

1° le pays de résidence du cocontractant non résident pour les opérations avec l'étranger consécutives à l'exécution d'un contrat;

2° le pays où est situé l'investissement direct pour les opérations avec l'étranger relatives aux investissements directs à l'étranger;

3° le pays de résidence du non-résident qui est engagé dans l'opération avec le résident pour les autres opérations avec l'étranger;

— « relation d'investissement direct » : tout lien entre une personne morale ou physique et une entreprise qui permet à cette personne morale ou physique - « l'investisseur direct » - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - « l'entreprise objet de l'investissement direct » - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans ladite entreprise.

Ce lien peut être établi par l'intermédiaire ou non d'autres personnes morales ou physiques avec lesquelles il existe un lien semblable.

Il existe une présomption de relation d'investissement direct lorsqu'un investisseur direct détient directement ou indirectement une participation de dix pour cent minimum du capital de l'entreprise objet de l'investissement direct;

— « relation d'investissement direct avec l'étranger » : toute relation d'investissement direct entre un investisseur direct résident et une entreprise établie à l'étranger ou entre un investisseur direct non résident et une entreprise établie en Belgique;

— « opération d'investissement direct avec l'étranger » :

1° toute opération qui a pour but de créer une relation d'investissement direct avec l'étranger;

2° toute opération par laquelle un investisseur direct met des ressources à la disposition d'une entreprise avec laquelle il est en relation d'investissement direct avec l'étranger ou en retire, reçoit des ressources de celle-ci ou en rembourse à celle-ci;

— « investissement direct avec l'étranger » :

1° l'ensemble des ressources que, à un moment donné, un investisseur direct met au moyen d'opérations d'investissement direct avec l'étranger à la disposition d'entreprises avec lesquelles il est en relation d'investissement direct;

4° de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen die in België gevestigd zijn;

— « ingezeten kredietinstellingen » :

1° elke in België gevestigde kredietinstelling in de zin van artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, die een monetaire financiële instelling is overeenkomstig artikel 2.1 van de verordening ECB/2001/13 van 22 november 2001 met betrekking tot de geconsolideerde balans van de sector monetaire financiële instellingen;

2° de Nationale Bank van België;

3° de financiële diensten van « De Post »;

— « buitenlandse transactie » :

1° elk feit dat vorderingen of schulden tussen een ingezetene en een niet-ingezetene geheel of gedeeltelijk doet ontstaan of tenietdoet;

2° elk feit dat de overdracht van een zakelijk recht tussen een ingezetene en een niet-ingezetene veroorzaakt;

— « professionele buitenlandse transactie » :

1° elke buitenlandse transactie van ingezeten natuurlijke personen in de uitoefening van een handelsactiviteit of van een vrij beroep;

2° elke buitenlandse transactie van ingezeten rechtspersonen;

— « aard van de buitenlandse transactie » : de economische aard van een buitenlandse transactie volgens de categorieën bepaald bij reglement van de Nationale Bank van België;

— « land van de niet-ingezetenen tegenpartij » :

1° het land van verblijf van de niet-ingezeten medecontractant voor de buitenlandse transacties voortvloeiend uit de uitvoering van een contract;

2° het land waar de directe investering zich bevindt voor de buitenlandse transacties betreffende directe investeringen in het buitenland;

3° het land van verblijf van de niet-ingezetene die verbonden is in een transactie met de ingezetene voor de andere buitenlandse transacties;

— « directe-investeringsrelatie » : elke band tussen een rechtspersoon of een natuurlijke persoon en een onderneming, die deze rechtspersoon of natuurlijke persoon - « de directe investeerder » - in staat stelt een significante invloed uit te oefenen op het bestuur van de bedoelde onderneming - « de onderneming waarin direct wordt geïnvesteerd » - en die getuigt van een duurzaam belang van de directe investeerder in die onderneming.

Deze band kan al dan niet tot stand komen door tussenkomst van andere rechtspersonen of natuurlijke personen waarmee een gelijkwaardige band bestaat.

Er bestaat een vermoeden van directe-investeringsrelatie wanneer een directe investeerder op directe of indirecte wijze een deelneming van minimaal tien procent aanhouwt in het kapitaal van de onderneming waarin direct wordt geïnvesteerd;

— « directe-investeringsrelatie met het buitenland » : elke directe-investeringsrelatie tussen een ingezetene directe investeerder en een onderneming gevestigd in het buitenland of tussen een niet-ingezetene directe investeerder en een onderneming gevestigd in België;

— « directe-investeringstransactie met het buitenland » :

1° elke transactie die tot doel heeft een directe-investeringsrelatie met het buitenland te doen ontstaan;

2° elke transactie waardoor een directe investeerder middelen ter beschikking stelt of terugtrekt, ontvangt van of terugbetaald aan een onderneming waarmee hij een directe-investeringsrelatie met het buitenland heeft;

— « directe investering met het buitenland » :

1° het geheel van de middelen die een directe investeerder op een gegeven ogenblik via directe-investeringstransacties met het buitenland ter beschikking stelt van ondernemingen waarmee hij een directe-investeringsrelatie;

2° tout bien ou partie de bien immobilier qui est la propriété d'un résident et qui est situé à l'étranger, ainsi que tout bien ou partie de bien immobilier qui est la propriété d'un non-résident et qui est situé en Belgique;

— « opération d'investissement entre résidents et non-résidents non apparentés hors valeurs mobilières » : toute opération par laquelle un résident met des ressources, autrement que sous la forme de valeurs mobilières, à la disposition d'un non-résident, avec lequel ce résident a une relation où il n'exerce pas une influence significative dans la gestion de ce non-résident et où il ne lui témoigne pas d'un intérêt durable, ou inversement.

Il existe une présomption d'une telle relation si le résident détient une participation de moins de dix pour cent du capital du non-résident ou inversement;

— « investissement entre résidents et non-résidents non apparentés hors valeurs mobilières » : l'ensemble des ressources, autres que sous la forme de valeurs mobilières, que, à un moment donné, un résident met à la disposition d'un non-résident, ou reçoit d'un non-résident, avec lequel le résident a une relation où il n'exerce pas une influence significative dans la gestion de ce dernier et où il ne lui témoigne pas d'un intérêt durable.

CHAPITRE II. — Obligations statistiques des résidents relatives à leurs opérations avec l'étranger

Art. 2. § 1^{er}. Les résidents sont tenus de porter à la connaissance de la Banque Nationale de Belgique toutes leurs opérations à caractère professionnel avec l'étranger.

A cet effet, ils notifient à la Banque Nationale de Belgique pour chaque opération à caractère professionnel avec l'étranger :

- la date de l'opération ou la période durant laquelle l'opération a été réalisée;
- le caractère de dépense ou de recette de cette opération;
- la valeur des droits de créance ou des droits réels sur lesquels elle porte;
- la monnaie dans laquelle cette valeur est exprimée;
- la nature de l'opération;
- le pays de la contrepartie non résidente à l'opération.

Pour les opérations avec l'étranger relatives à des investissements directs, les résidents notifient en outre l'identité de la contrepartie non résidente à l'opération.

§ 2. Lorsqu'un résident mandate un autre résident pour effectuer en son nom une opération avec l'étranger, la notification prévue au § 1^{er} est faite par le mandataire agissant au nom et sous la responsabilité du mandant.

Art. 3. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 2.

Pour les catégories de résidents qu'elle définit, la Banque Nationale de Belgique précise si tous les résidents sont tenus de notifier leurs opérations ou si une partie de ceux-ci seulement sont tenus de les notifier.

Dans ce dernier cas, elle précise si les résidents tenus de notifier leurs opérations avec l'étranger sont déterminés suivant des méthodes d'échantillonnage statistique ou en fonction de conditions de seuil qu'elle définit.

Lorsque tous les résidents d'une catégorie ne sont pas tenus de notifier leurs opérations avec l'étranger, la Banque Nationale de Belgique informe les résidents tenus de notifier leurs opérations au moins trois mois avant le début de l'année pour laquelle ils ont à notifier leurs opérations.

La Banque Nationale de Belgique détermine en outre, par catégorie de résidents, si certaines opérations ou certains éléments d'information qui s'y rapportent ne doivent pas être notifiées.

Elle détermine également les formes, les périodicités et les délais dans lesquels les notifications sont effectuées et les codes et abréviations à utiliser pour la notification. Les formes, périodicités et délais peuvent varier selon la catégorie de résidents.

2° elk in het buitenland gelegen onroerend goed of deel daarvan dat eigendom van een ingezetene is, alsmede elk in België gelegen onroerend goed, of deel daarvan, dat eigendom van een niet-ingezetene is;

— « investeringstransactie tussen niet-verwante ingezetenen en niet-ingezetenen met uitzondering van roerende waarden » : elke transactie waardoor een ingezetene middelen met uitzondering van deze onder de vorm van roerende waarden ter beschikking stelt van een niet-ingezetene waarmee hij een relatie heeft waarbij hij geen significante invloed uitoeft op het bestuur van deze niet-ingezetene en waarbij hij geen duurzaam belang laat blijken, of omgekeerd.

Er bestaat een vermoeden van een dergelijke relatie wanneer de ingezetene een deelneming van minder dan tien procent aanhoudt in het kapitaal van de niet-ingezetene of omgekeerd;

— « investering tussen niet-verwante ingezetenen en niet-ingezetenen met uitzondering van roerende waarden » : het gehele van de middelen, met uitzondering van deze onder de vorm van roerende waarden, die een ingezetene op een bepaald ogenblik ter beschikking stelt of ontvangt van een niet-ingezetene waarmee hij een relatie heeft waarbij hij geen significante invloed uitoeft op het bestuur van deze niet-ingezetene en waarbij hij geen duurzaam belang laat blijken.

HOOFDSTUK II. — Statistische verplichtingen van de ingezetenen betreffende hun buitenlandse transacties

Art. 2. § 1. De ingezetenen dienen de Nationale Bank van België in kennis te stellen van al hun professionele buitenlandse transacties.

Daartoe notificeren ze aan de Nationale Bank van België voor elke professionele buitenlandse transactie :

- de datum van de transactie of de periode tijdens dewelke de transactie werd verwezenlijkt;
- het inkomen of uitgaande karakter van deze transactie;
- de waarde van de vorderings- of zakelijke rechten waarop ze betrekking heeft;
- de valuta waarin die waarde is uitgedrukt;
- de aard van de transactie;
- het land van de niet-ingezetene tegenpartij bij de transactie.

Voor de buitenlands transacties betreffende directe investeringen notificeren de ingezetenen daarenboven de identiteit van de niet-ingezetene tegenpartij bij de transactie.

§ 2. Wanneer een ingezetene aan een andere ingezetene volmacht geeft om in zijn naam een buitenlandse transactie te verrichten, geschiedt de notificatie, bepaald in § 1, door de gevoldmachtigde handelend in naam en onder de verantwoordelijkheid van de lastgever.

Art. 3. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 2 wordt toegepast.

Voor de categorieën ingezetenen die ze omschrijft bepaalt de Nationale Bank van België of alle ingezetenen hun transacties dienen te notificeren of indien slechts een deel van hen ze dienen te notificeren.

In dit laatste geval bepaalt ze of de ingezetenen die hun buitenlandse transacties dienen te notificeren vastgesteld worden volgens statistische steekproefmethodes of in functie van drempelwaarden die ze omschrijft.

Wanneer niet alle ingezetenen van een categorie hun buitenlandse transacties dienen te notificeren brengt de Nationale Bank van België die ingezetenen die hun transacties dienen te notificeren, ten minste drie maand vóór de aanvang van het jaar waarvoor hetwelke ze hun transacties dienen te notificeren, daarvan op de hoogte.

De Nationale Bank van België stelt daarenboven per categorie ingezetenen vast of bepaalde transacties of bepaalde informatie-elementen die er betrekking op hebben niet moeten genotificeerd worden.

Zij stelt eveneens de vorm, de periodiciteiten en de termijnen vast binnen dewelke de notificaties worden verricht evenals de codes en afkortingen die bij de notificaties moeten gebruikt worden. De vormen, periodiciteiten en termijnen kunnen verschillen naargelang de categorie ingezetenen.

CHAPITRE III. — Obligations statistiques spécifiques de certaines catégories de résidents relatives à des opérations avec l'étranger à la réalisation desquelles ils prêtent leur concours

Art. 4. La Banque Nationale de Belgique requiert des établissements de crédit résidents qu'ils lui transmettent des informations concernant les paiements qu'ils exécutent vers l'étranger ou qu'ils reçoivent de l'étranger.

Sont visés tous les transferts de fonds en compte entre la Belgique et l'étranger d'ordre d'une personne morale résidente ou d'une personne physique résidente dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale et en faveur d'un non-résident, ou vice versa, à l'exception des paiements en euros d'un montant individuel n'excédant pas 12.500 EUR réalisés au sein de l'Union européenne.

Les informations à communiquer comportent pour chaque client résident, personne morale ou personne physique dans l'exercice d'un commerce ou d'une profession libérale, le nombre de paiements reçus de l'étranger et le nombre de paiements vers l'étranger ainsi que son identité.

Art. 5. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités de transmission des informations prévues à l'article 4.

Elle détermine notamment la périodicité, la forme et le délai de transmission des informations qui doivent lui être communiquées.

Art. 6. La Banque Nationale de Belgique requiert des personnes morales résidentes émettrices de cartes de paiement ou gestionnaires d'un système de paiements par cartes qu'elles lui communiquent périodiquement les montants :

— qu'elles sont redevables envers des non-résidents ou qu'elles transfèrent en faveur de non-résidents à la suite d'opérations réalisées avec des non-résidents par des titulaires de cartes de paiement émises en Belgique;

— que des non-résidents leur sont redevables ou qu'elles reçoivent de non-résidents à la suite d'opérations réalisées avec des résidents par des titulaires de cartes de paiement émises à l'étranger.

Les montants à communiquer sont agrégés par pays de la contrepartie non résidente et par nature de l'opération.

Art. 7. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 6.

Elle détermine notamment la périodicité, la forme et le délai de transmission des informations qui doivent lui être communiquées.

Art. 8. Tout résident autre qu'un établissement de crédit qui réalise à titre onéreux des transferts de fonds avec l'étranger pour compte de tiers, est tenu de communiquer périodiquement à la Banque Nationale de Belgique les montants de ces transferts.

Sont visés tous les transferts de fonds entre la Belgique et l'étranger d'ordre ou en faveur de tout résident, à l'exception des paiements en euros d'un montant individuel n'excédant pas 12.500 EUR réalisés au sein de l'Union européenne.

Les montants à communiquer sont ventilés par pays de la contrepartie non résidente.

Art. 9. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 8.

Elle détermine notamment la périodicité, la forme et le délai de transmission des informations qui doivent lui être communiquées.

CHAPITRE IV. — Obligations statistiques spécifiques pour certaines catégories d'opérations ou d'avoirs et engagements

Art. 10. La Banque Nationale de Belgique requiert des résidents qui effectuent des opérations à caractère professionnel avec l'étranger des informations sur leurs créances commerciales détenues sur leurs contreparties non résidentes et sur leurs dettes commerciales envers leurs contreparties non résidentes.

Art. 11. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 10.

Pour les catégories de résidents qu'elle définit, la Banque Nationale de Belgique précise si tous les résidents sont tenus de notifier leurs informations ou si une partie de ceux-ci seulement sont tenus de les notifier.

Dans ce dernier cas, elle précise si les résidents tenus de notifier les informations sont déterminés suivant des méthodes d'échantillonnage statistique ou en fonction de conditions de seuil qu'elle définit.

HOOFDSTUK III. — Specifieke statistische verplichtingen van bepaalde categorieën ingezeten betreffende buitenlandse transacties waarvoor ze hun medewerking aan de verwezenlijking ervan verlenen

Art. 4. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten kredietinstellingen dat ze haar informatie overmaken betreffende de betalingen die ze naar het buitenland verrichten of die ze uit het buitenland ontvangen.

Het betreft alle transfers van gelden op rekening tussen België en het buitenland in opdracht van een ingezeten rechtspersoon of van een ingezeten natuurlijke persoon bij de uitoefening van een handelsactiviteit of een vrij beroep en ten gunste van een niet-ingezetene, of omgekeerd, met uitzondering van de betalingen in euro binnen de Europese Unie tot een individueel bedrag van 12.500 EUR.

De mee te delen informatie voor iedere ingezeten cliënt, rechtspersoon of natuurlijke persoon in de uitoefening van een handelsactiviteit of van een vrij beroep, bestaat uit het aantal betalingen ontvangen uit het buitenland en het aantal betalingen verricht naar het buitenland, evenals zijn identiteit.

Art. 5. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop de informatie waarvan sprake in artikel 4 overgemaakt wordt.

Zij stelt meer bepaald de periodiciteit, de vorm en de mededelings-termijn vast voor de informatie die haar moet worden overgemaakt.

Art. 6. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten rechtspersonen die betaalkaarten uitgeven of een betaalkaartensysteem beheren dat ze haar periodiek de bedragen meedelen :

— die aan niet-ingezeten verschuldigd zijn of die ze aan niet-ingezeten betalen ingevolge transacties met niet-ingezeten vanwege titularissen van betaalkaarten uitgegeven in België;

— die niet-ingezeten hun verschuldigd zijn of die ze van niet-ingezeten ontvangen ingevolge transacties met ingezeten vanwege titularissen van betaalkaarten uitgegeven in het buitenland.

De mee te delen bedragen worden samengevoegd per land van de niet-ingezeten tegenpartij en volgens de aard van de transactie.

Art. 7. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 6 wordt toegepast.

Zij stelt meer bepaald de periodiciteit, de vorm en de mededelings-termijn vast voor de informatie die haar moet worden overgemaakt.

Art. 8. Elke ingezetene, kredietinstellingen uitgezonderd, die ten bezwarende titel voor rekening van derden transfers van geldmiddelen tussen België en het buitenland verwezenlijkt dient deze transfers periodiek aan de Nationale Bank van België de bedragen mee te delen.

Het betreft alle transfers van gelden tussen België en het buitenland in opdracht of ten gunste van iedere ingezetene, met uitzondering van de betalingen in euro binnen de Europese Unie tot een individueel bedrag van 12.500 EUR.

De mee te delen bedragen worden opgesplitst per land van de niet-ingezeten tegenpartij.

Art. 9. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 8 wordt toegepast.

Zij stelt meer bepaald de periodiciteit, de vorm en de mededelings-termijn vast voor de informatie die haar moet worden overgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — Specifieke statistische verplichtingen van bepaalde categorieën transacties of tegoeden en verbintenissen

Art. 10. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten buitenlandse professionele transacties verrichten, informatie over hun handelsvorderingen op hun niet-ingezeten tegenpartijen en over hun handelsschulden tegenover hun niet-ingezeten tegenpartijen.

Art. 11. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 10 wordt toegepast.

Voor de categorieën ingezeten die ze omschrijft bepaalt de Nationale Bank van België of alle ingezeten of slechts een deel van hen de informatie dienen te notificeren.

In dit laatste geval bepaalt ze of de ingezeten die de informatie dienen te notificeren vastgesteld worden volgens statistische steekproef-methodes of in functie van drempelwaarden die ze omschrijft.

Lorsque tous les résidents d'une catégorie ne sont pas tenus de notifier les informations, la Banque Nationale de Belgique informe les résidents tenus de notifier les informations au moins trois mois avant le début de l'année pour laquelle ils ont à notifier les informations.

Elle détermine en outre notamment la périodicité, la forme et les délais dans lesquels les informations doivent lui être communiquées.

Art. 12. La Banque Nationale de Belgique requiert des personnes morales résidentes qu'elles lui transmettent des informations sur leurs investissements directs avec l'étranger, ventilées par entreprise objet de l'investissement et par monnaie, ainsi que des informations sur les investissements directs dont elles bénéficient de la part de non-résidents, ventilées par investisseur direct non résident et par monnaie.

Les données à communiquer comportent, outre des informations économiques d'ordre général, une évaluation des droits dont ces personnes morales résidentes sont titulaires ou dont l'investisseur non résident est titulaire à ce titre et des revenus y afférents, et indiquent également les mutations par rapport à la situation précédente et leurs causes.

Art. 13. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 12.

Pour les catégories de personnes morales résidentes qu'elle définit notamment en fonction de conditions de seuil, la Banque Nationale de Belgique précise si toutes les personnes morales résidentes sont tenues de notifier les informations ou si une partie de celles-ci seulement sont tenues de les notifier.

Elle détermine notamment la périodicité, la forme, les délais dans lesquels les informations doivent lui être communiquées, la nature des droits et la nature des différences d'évaluation que ces informations doivent comporter.

Art. 14. La Banque Nationale de Belgique requiert des personnes morales résidentes qu'elles lui transmettent des informations sur leurs investissements entre résidents et non-résidents non apparentés hors valeurs mobilières ventilées par pays et par monnaie.

Art. 15. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 14.

Pour les catégories de personnes morales résidentes qu'elle définit notamment en fonction de conditions de seuil, la Banque Nationale de Belgique précise si toutes les personnes morales résidentes sont tenues de notifier les informations ou si une partie de celles-ci seulement sont tenues de les notifier.

Elle détermine notamment la périodicité, la forme, les délais dans lesquels les informations doivent lui être communiquées, la nature des droits et la nature des différences d'évaluation que ces informations doivent comporter.

Art. 16. La Banque Nationale de Belgique requiert des personnes morales résidentes qu'elles transmettent des informations sur leurs avoirs constitués par des valeurs mobilières, sur leurs engagements du fait de l'émission, de la livraison ou de la conservation de valeurs mobilières ainsi que sur les caractéristiques de ces valeurs mobilières.

Les informations à communiquer relatives aux avoirs et engagements comportent pour chaque valeur mobilière :

- le numéro du poste comptable où elle est reprise;
- ses montants en valeur nominale ou en nombre, en valeur comptable et en valeur de marché;
- le pourcentage des droits de vote liés aux actions et parts détenues;
- le pays de conservation et, pour les valeurs mobilières conservées en Belgique, l'identité du résident auprès duquel les valeurs mobilières sont déposées;
- le pourcentage estimé des titres émis qui sont détenus par des non-résidents;
- le secteur économique ou institutionnel auquel appartiennent les tiers déposants de valeurs mobilières.

Wanneer niet alle ingezeten van een categorie de informatie dienen te notificeren verwittigt de Nationale Bank van België de ingezeten die de informatie dienen te notificeren ten minste drie maanden vóór de aanvang van het jaar waarvoor hetwelke ze hun transacties dienen te notificeren.

Ze stelt daarboven met name de periodiciteit, de vorm en de termijnen vast binnen dewelke de informatie haar moet worden meegedeeld.

Art. 12. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten rechtspersonen dat ze haar informatie overmaken inzake hun directe investeringen met het buitenland, uitgesplitst per onderneming waarin wordt geïnvesteerd en per valuta, alsook informatie aangaande de directe investeringen die ze vanwege niet-ingezeten genieten, uitgesplitst per niet-ingezeten directe investeerder en per valuta.

De over te maken gegevens bevatten, naast informatie van algemene economische aard, een waardering van de rechten die deze ingezeten rechtspersonen of de niet-ingezeten investeerder op grond hiervan bezitten evenals de bijbehorende opbrengsten en ze vermelden eveneens de veranderingen ten opzichte van de vorige situatie en de oorzaken ervan.

Art. 13. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 12 wordt toegepast.

Voor de categorieën ingezeten rechtspersonen die ze omschrijft met name in functie van drempelwaarden bepaalt de Nationale Bank van België of alle ingezeten rechtspersonen de informatie dienen te notificeren of slechts een deel van hen ze dienen te notificeren.

Zij stelt met name de periodiciteit, de vorm, de termijnen binnen dewelke de informatie haar moet worden meegedeeld, de aard van de rechten en de aard van de waarderingsverschillen vast die deze informatie moet bevatten.

Art. 14. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten rechtspersonen dat ze haar informatie overmaken inzake hun investeringen tussen niet-verwante ingezeten en niet-ingezeten, met uitzondering van roerende waarden, uitgesplitst per land en per valuta.

Art. 15. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 14 wordt toegepast.

Voor de categorieën ingezeten rechtspersonen die ze omschrijft met name in functie van drempelwaarden bepaalt de Nationale Bank van België of alle ingezeten rechtspersonen de informatie dienen te notificeren of slechts een deel van hen ze dienen te notificeren.

Zij stelt met name de periodiciteit, de vorm, de termijnen binnen dewelke de informatie haar moet worden meegedeeld, de aard van de rechten en de aard van de waarderingsverschillen vast die deze informatie moet bevatten.

Art. 16. De Nationale Bank van België vordert van de ingezeten rechtspersonen dat ze informatie overmaken aangaande hun tegoeden onder de vorm van roerende waarden, aangaande hun verbintenis ten gevolge van de emissie, de levering of de bewaring van roerende waarden evenals aangaande de kenmerken van deze roerende waarden.

De mee te delen informatie inzake de tegoeden en verbintenis omvat voor elke roerende waarde :

- het nummer van de boekhoudpost waaronder ze is opgenomen;
- de bedragen in nominale waarde of in aantal, in boekwaarde en in marktwaarde;
- het percentage van de stemrechten, verbonden aan de aangehouden aandelen en deelbewijzen;
- het land van bewaring en, voor de roerende waarden aangehouden in België, de identiteit van de ingezetene bij wie de roerende waarden zijn neergelegd;
- het geschat percentage van de uitgegeven effecten die worden aangehouden door niet-ingezeten;
- de economische of institutionele sector waartoe de derde-deponenten van roerende waarden behoren.

Les informations à communiquer relatives aux caractéristiques des valeurs mobilières comportent pour chaque valeur mobilière :

- la dénomination et le type de la valeur mobilière;
- la monnaie d'émission;
- le code ISIN (International Securities Identification Number) de la valeur mobilière ou, lorsqu'il n'a pas été attribué de code ISIN à la valeur mobilière, son code d'identification dans un autre système d'identification de valeurs mobilières admis par la Banque Nationale de Belgique.

Lorsque de tels codes d'identification n'existent pas pour la valeur mobilière, les informations à communiquer comportent en outre tous les autres éléments nécessaires à son identification.

Art. 17. La Banque Nationale de Belgique précise par règlement les modalités d'application de l'article 16.

Pour les catégories de personnes morales résidentes qu'elle définit notamment en fonction de conditions de seuil, la Banque Nationale de Belgique précise si toutes les personnes morales résidentes sont tenues de notifier les informations ou si une partie de celles-ci seulement sont tenues de les notifier.

Elle détermine notamment la périodicité, qui ne peut être inférieure à un mois, la forme et les délais dans lesquels les informations doivent lui être communiquées.

Elle précise en outre les systèmes admis pour l'identification des valeurs mobilières.

CHAPITRE V. — Transmission d'informations complémentaires

Art. 18. Afin de s'assurer du caractère correct et complet des données qu'elle collecte, la Banque Nationale de Belgique peut requérir la communication par les résidents concernés de toute information complémentaire relative aux données qu'ils doivent notifier, notamment l'identification complète du non-résident qui est contrepartie aux opérations avec l'étranger.

CHAPITRE VI. — Exécution d'office

Art. 19. § 1^{er}. Le déclarant est défaillant lorsqu'il refuse de se soumettre aux obligations prévues par l'article 3 de la loi du 28 février 2002 et des arrêtés et règlements pris en son application, notamment lorsqu'il ne transmet pas les informations qu'il est tenu de fournir à la Banque Nationale de Belgique dans les délais prescrits par règlement ou lorsqu'il transmet des informations incorrectes.

§ 2. En cas de défaillance du déclarant, la Banque Nationale de Belgique met le déclarant en demeure par lettre recommandée.

Cette mise en demeure comprend, outre l'intégralité du texte des articles 2, 3 et 7, § 3 et § 4 de la loi du 28 février 2002 et du texte du présent article, une description succincte des obligations statistiques et de leurs bases légales ou réglementaires, l'avertissement du coût de la procédure d'exécution d'office et fixe un délai d'un mois dans lequel le déclarant doit satisfaire à ses obligations statistiques.

La procédure d'exécution d'office est entamée à l'égard du déclarant qui n'a pas donné suite à la mise en demeure dans ce délai d'un mois.

§ 3. Afin d'établir les relevés statistiques qui doivent être transmis conformément à la loi du 28 février 2002, au présent arrêté ainsi qu'aux règlements pris en son application, la procédure d'exécution d'office peut comporter les mesures et actions suivantes :

1° la remise ou la mise à disposition des pièces comptables et de tous les autres documents pertinents et la transmission de toutes les informations pertinentes;

2° la vérification dans les locaux du déclarant défaillant des documents visés au 1^{er} alinéa, si besoin en est contre le gré de l'occupant moyennant autorisation préalable du juge de paix conformément à l'article 7, § 4 de la loi du 28 février 2002;

3° l'audition et l'interrogation du déclarant défaillant;

4° l'établissement d'un procès-verbal mentionnant les manquements constatés et, s'il y a lieu, la motivation de la défaillance, ainsi que les intentions du déclarant défaillant à l'égard de ses obligations, les documents non présentés, le contenu de l'audition et/ou toutes les autres informations ou remarques utiles;

De mee te delen informatie inzake de kenmerken van de roerende waarden omvat voor elke roerende waarde :

- de benaming en het type van de roerende waarde;
- de uitgiftevaluta;
- de ISIN-code ((International Securities Identification Number) van de roerende waarde of, wanneer geen ISIN-code werd toegekend aan de roerende waarde, haar identificatiecode in een ander identificatiesysteem van roerende waarden dat toegelaten wordt door de Nationale Bank van België.

Wanneer zulke identificatiecodes voor de roerende waarde niet bestaan, omvat de mee te delen informatie bovendien alle andere elementen die noodzakelijk zijn voor haar identificatie.

Art. 17. De Nationale Bank van België bepaalt bij reglement de wijze waarop artikel 16 wordt toegepast.

Voor de categorieën ingezeten rechtspersonen die ze omschrijft met name in functie van drempelwaarden bepaalt de Nationale Bank van België of alle ingezeten rechtspersonen de informatie dienen te notificeren of slechts een deel van hen ze dienen te notificeren.

Zij stelt met name de periodiciteit vast die niet lager mag zijn dan een maand, de vorm en de termijnen binnen dewelke de informatie haar moet worden meegedeeld.

Zij bepaalt daarenboven de toegelaten systemen voor de identificatie van de roerende waarden.

HOOFDSTUK V. — Overmaking van aanvullende informatie

Art. 18. Teneinde zich te verzekeren van de juistheid en volledigheid van de ingezamelde gegevens, mag de Nationale Bank van België van de betrokken ingezeten elke aanvullende informatie vorderen met betrekking tot de gegevens die ze moeten notificeren, inzonderheid de volledige identificatie van de niet-ingezetene die tegenpartij is bij de buitenlandse transacties.

HOOFDSTUK VI. — Uitvoering van ambtswege

Art. 19. § 1. De gegevensverstrekker blijft in gebreke wanneer hij weigert zich te onderwerpen aan de verplichtingen bepaald in artikel 3 van de wet van 28 februari 2002 en van de besluiten en reglementen die ter uitvoering ervan werden genomen, inzonderheid wanneer hij de informatie die hij dient te verstrekken niet binnen de reglementair voorgeschreven termijnen aan de Nationale Bank van België overmaakt, of wanneer hij foutieve informatie verstrekkt.

§ 2. Ingeval de gegevensverstrekker in gebreke blijft, stelt de Nationale Bank van België hem bij aangetekend schrijven in gebreke.

Deze aanmaning bevat, naast de integrale tekst van de artikelen 2, 3 en 7, § 3 en § 4 van de wet van 28 februari 2002 en de tekst van onderhavig artikel, een beknopte beschrijving van de statistische verplichtingen en hun wettelijke of reglementaire basis, de waarschuwing van de kostprijs van de procedure van uitvoering van ambtswege, en legt een termijn van een maand vast binnen dewelke de gegevensverstrekker aan zijn statistische verplichtingen moet voldoen.

De procedure van uitvoering van ambtswege wordt ingesteld tegen de gegevensverstrekker die binnen deze termijn van een maand geen gevolg geeft aan de ingebrekestelling.

§ 3. Met het oog tot het opstellen van de statistische staten overeenkomstig de wet van 28 februari 2002, dit besluit en de reglementen die ter uitvoering ervan werden genomen kan de procedure van uitvoering van ambtswege de volgende maatregelen en handelingen omvatten :

1° het zich laten verstrekken of ter beschikking stellen van alle relevante boekhoudkundige of andersoortige documenten en informatie;

2° het ter plaatse in de lokalen van de gegevensverstrekker die in gebreke blijft gaan inkijken van de documenten bedoeld in het eerste lid, al dan niet gedwongen mits voorafgaande machtiging van de vrederechter conform artikel 7, § 4 van de wet van 28 februari 2002;

3° de gegevensverstrekker die in gebreke blijft horen en ondervragen;

4° een proces-verbaal opstellen met de beschrijving van de vastgestelde tekortkomingen en, voorzover van toepassing, met de vermelding van de opgegeven redenen voor de tekortkoming, de intenties van de gegevensverstrekker die in gebreke blijft met betrekking tot zijn verplichtingen, de niet-verstrekte documenten, de inhoud van een verhoor en/of alle andere nuttige inlichtingen of opmerkingen;

5° l'établissement à la place du déclarant défaillant des relevés statistiques;

6° le recours à des experts externes et tiers pour assister les délégués de la Banque Nationale de Belgique.

En fonction de la collaboration réservée par le déclarant défaillant, les délégués de la Banque Nationale de Belgique décident lesquelles des mesures précitées doivent être mises en œuvre pour l'accomplissement de leur mission.

§ 4. Les frais mis à charge du déclarant défaillant comprennent :

1° les frais de prestation des travaux des délégués de la Banque Nationale de Belgique, fixés forfaitairement à 100 EUR par heure et par délégué, chaque heure entamée étant comptée pour une heure entière; ces frais s'appliquent tant aux travaux réalisés à la Banque Nationale de Belgique qu'en dehors de celle-ci;

2° les frais de déplacement et de séjour des délégués, fixés forfaitairement à 125 EUR par jour et par délégué, quelque soit le lieu de résidence ou du siège du déclarant;

3° les frais de dossier, fixés forfaitairement à 1.000 EUR par exécution d'office;

4° les frais et honoraires portés en compte par les experts et tiers, intervenant aux fins d'assister la Banque Nationale de Belgique.

§ 5. Les frais repris au § 5 sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année à l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui du mois de janvier 2006 et l'indice de référence pour l'adaptation celui afférent au mois de décembre qui précède l'année où les frais sont dus.

§ 6. Les états de frais sont établis par la Banque Nationale de Belgique. Les frais doivent être acquittés dans les quinze jours qui suivent la communication de l'état de frais au déclarant défaillant.

§ 7. A défaut de paiement dans le délai fixé par le § 6, les sommes dues sont de plein droit productives au profit de la Banque Nationale de Belgique, pour la durée du retard, d'un intérêt fixé prorata temporis au taux de un pour cent par mois.

§ 8. La procédure s'éteint lorsque les relevés statistiques concernés ont été transmis par le déclarant à la Banque Nationale de Belgique et que les informations qui y sont portées ont été jugées conformes.

Cette situation ne porte pas préjudice au droit de la Banque Nationale de Belgique de se faire rembourser par le déclarant les frais mentionnés au § 4.

CHAPITRE VII. — *Disposition transitoire*

Art. 20. Pour les paiements à caractère professionnel avec l'étranger réalisés à leur intervention au cours de l'année 2006, les établissements de crédit résidents transmettent à la Banque Nationale de Belgique, outre les informations prévues à l'article 4, les informations suivantes :

- le caractère de dépense ou de recette du paiement;
- le montant du paiement;
- la monnaie du paiement;
- le pays de la contrepartie non résidente.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 21. L'arrêté royal du 19 mars 2002 relatif à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Belgique est abrogé.

Art. 22. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

5° het (zelf) opstellen van de bedoelde statistische staten in de plaats van de gegevensverstrekker die in gebreke blijft;

6° het aanstellen van externe deskundigen en derde om de afgevaardigden van de Nationale Bank van België bij te staan.

De afgevaardigden van de Nationale Bank van België beslissen in functie van de medewerking van de gegevensverstrekker die in gebreke blijft welke van vermelde handelingen dienen gesteld te worden voor de uitvoering van hun opdracht.

§ 4. De kosten ten laste gelegd van de gegevensverstrekker die in gebreke blijft, omvatten :

1° de kosten van de arbeidsprestaties van de afgevaardigden van de Nationale Bank van België, forfaitair geraamd op 100 EUR per uur en per afgevaardigde, waarbij elk begonnen uur volledig wordt gerekend; dit geldt voor prestaties zowel binnen als buiten de Nationale Bank van België;

2° de verplaatsings- en verblijfkosten van de afgevaardigden, forfaitair vastgesteld op 125 EUR per dag en per afgevaardigde, ongeacht de verblijfplaats of zetel van de gegevensverstrekker;

3° de dossierkosten, forfaitair bepaald op 1.000 EUR per uitvoering van ambtswege;

4° de kosten en honoraria aangerekend door deskundigen of derden, die optreden om de Nationale Bank van België bij te staan.

§ 5. De in § 1 opgenomen kosten worden op 1 januari van elk jaar aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijs. Het basis-indexcijfer hiervoor is dat van de maand januari 2006 en het referentie-indexcijfer voor de aanpassing is dat van de maand december voorafgaand aan het jaar waarin de kosten verschuldigd zijn.

§ 6. De kostenstaten worden opgesteld door de Nationale Bank van België. De kosten moeten worden vereffend binnen de vijftien dagen na overmaking van de kostenstaat aan de gegevensverstrekker die in gebreke blijft.

§ 7. Bij wanbetaling binnen de in § 6 gestelde termijn, brengen de verschuldigde sommen ten bate van de Nationale Bank van België, voor het duur van het verwijl, van rechtswege een interest op die prorata temporis vastgesteld is op 1 % per maand.

§ 8. De procedure van uitvoering van ambtswege dooft uit wanneer de betrokken statistische staten door de gegevensverstrekker aan de Nationale Bank van België werden overgemaakt en wanneer de erop voorkomende informatie conform werd beoordeeld.

Dit laat evenwel het recht van de Nationale Bank van België onverlet om de kosten opgesomd in § 4 te verhalen op de gegevensverstrekker.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepaling*

Art. 20. Voor de professionele buitenlandse betalingen die door hun tussenkomst verwezenlijkt worden in de loop van het jaar 2006 maken de ingezeten kredietinstellingen aan de Nationale Bank van België, buiten informatie bepaald bij artikel 4, volgende informatie over :

- het inkomen of uitgaande karakter van de betaling;
- het bedrag van de betaling;
- de valuta van de betaling;
- het land van de niet-ingezeten tegenpartij.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Het koninklijk besluit van 19 maart 2002 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans en van de externe vermogenspositie van België wordt opgeheven.

Art. 22. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS